

5° transmet les rapports des groupes de travail tous les trois mois à l'Agence flamande de l'Energie ;

6° admet un collaborateur de l'Agence flamande de l'Energie gratuitement à chaque activité de formation permanente ;

7° sonde ses participants au moins annuellement sur les sujets les plus pertinents pour le recyclage futur, visé à l'article 6/1, alinéa premier, 1°, 3° et 4° ;

8° fournit, à la demande de l'Agence flamande de l'Energie, l'accès à et des informations sur l'expertise des formateurs et accompagnateurs, ainsi qu'un exemplaire numérique ou analogue du matériel didactique utilisé pour les formations conformément à l'article 6/1, alinéa premier, 1°, 3° et 4°, et à l'article 6/2 ;

9° suit les instructions de la part de l'Agence flamande de l'Energie en ce qui concerne la formation permanente (matériel didactique, formateurs, accompagnateurs, approche des groupes de travail, ...) et adapte, si nécessaire, les formateurs, le contenu et la forme de la formation, les groupes de travail ou l'accompagnement. ».

Art. 6. Dans le même arrêté ministériel, il est inséré un chapitre 2/3, comprenant l'article 6/10, rédigé comme suit :

« Chapitre 2/3. Dispositions transitoires

Art. 6/10. Seules les activités qui ont été suivies par un rapporteur à partir du 1^{er} janvier 2015 sont éligibles comme formation permanente pour rapporteurs, visée au chapitre 2/1.

Par dérogation au chapitre 2/2, les formations qui sont données à partir du 1^{er} janvier 2015 mais avant que l'institut de formation n'ait obtenu un agrément, visé au chapitre 2/2, sont éligibles comme formation permanente pour rapporteurs, visée à l'article 6/1, alinéa premier, 1°, 3° et 4°, ou à l'article 6/5, à condition que :

1° ces formations répondent aux conditions décrites au chapitre 2/1 ;

2° l'institut de formation remplit les conditions, visées à l'article 6/6, alinéa premier, 1° et à l'article 6/8, au moment de l'organisation de la formation ;

3° l'institut de formation qui a fourni la formation, ait obtenu un agrément, visé à l'article 6/6, au plus tard le 1^{er} septembre 2015.

Chaque institut de formation visé à l'alinéa deux transmet, dans le mois suivant la notification de la décision de l'Agence flamande de l'Energie portant l'octroi de l'agrément, les données des participants qui étaient présents aux formations, visées à l'alinéa deux, (nom, code PE, numéro de registre national) et le nombre d'heures de formation effectivement suivies auprès de l'Agence flamande de l'Energie, le mode de transmission étant déterminé par arrêté du chef de l'agence. ».

Bruxelles, le 11 mai 2015.

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,
A. TURTELBOOM

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202615]

21 MAI 2015. — Décret portant modification du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, l'intitulé du chapitre I^{er} est modifié comme suit :

« CHAPITRE I^{er}. — Définitions et référence au Règlement européen général d'exemption par catégorie »

Art. 2. Dans l'article 2 du même décret, la phrase « Elle comprend la création de composants de système complexes, nécessaire à la recherche industrielle, notamment pour la validation de technologies génériques, à l'exclusion des prototypes visés à l'article 3. » est remplacée par la phrase :

« Elle comprend la création de composants de systèmes complexes et peut inclure la construction de prototypes dans un environnement de laboratoire ou dans un environnement à interfaces simulées vers les systèmes existants, ainsi que des lignes-pilotes, lorsque c'est nécessaire pour la recherche industrielle, et notamment pour la validation de technologies génériques. »

Art. 3. L'article 2/1 du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, est abrogé.

Art. 4. L'article 3 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Au sens du présent décret, on entend par « développement expérimental » l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et d'aptitudes scientifiques, technologiques, commerciales et autres pertinentes en vue de développer des produits, des procédés ou des services nouveaux ou améliorés. Il peut aussi s'agir, par exemple, d'activités visant la définition théorique et la planification de produits, de procédés ou de services nouveaux, ainsi que la consignation des informations qui s'y rapportent. Le développement expérimental peut comprendre la création de prototypes, la démonstration, l'élaboration de projets pilotes, les essais et la validation de produits, de procédés ou de services nouveaux ou améliorés dans des environnements représentatifs des conditions de la vie réelle, lorsque l'objectif premier est d'apporter des améliorations supplémentaires, au niveau technique, aux produits, procédés ou services qui ne sont pas en grande partie « fixés ».

Il peut comprendre la création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables qui sont nécessairement les produits commerciaux finals et qui sont trop onéreux à produire pour être utilisés uniquement à des fins de démonstration et de validation. Le développement expérimental ne comprend pas les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication et services existants et à d'autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations. »

Art. 5. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Au sens du présent décret, on entend par « innovation de procédé » la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée (cette notion impliquant des changements significatifs d'ordre technique, matériel ou logiciel), ce qui exclut les changements ou améliorations mineurs, les accroissements de capacités de production ou de service obtenus par l'adjonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques qui sont très analogues à ceux déjà en usage, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, l'adaptation aux marchés locaux, les modifications saisonnières, régulières et autres changements cycliques et le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés. »

Art. 6. L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Au sens du présent décret, on entend par « innovation d'organisation » la mise en œuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise, ce qui exclut les changements s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà en usage dans l'entreprise, les changements dans la stratégie de gestion, les fusions et les acquisitions, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, l'adaptation aux marchés locaux, les modifications régulières ou saisonnières et autres changements cycliques, ainsi que le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés. »

Art. 7. L'article 5/1 du même décret est abrogé.

Art. 8. L'article 6/2 du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6/2. Au sens du présent décret, on entend par « infrastructure de recherche » les installations, les ressources et les services associés utilisés par la communauté scientifique pour mener des recherches dans ses domaines de compétence. Cette définition englobe les équipements scientifiques et le matériel de recherche, les ressources cognitives comme les collections, les archives et les informations scientifiques structurées, les infrastructures habilitantes fondées sur les technologies de l'information et de la communication telles que le GRID, les infrastructures de calcul, les logiciels et les systèmes de communication, ainsi que tous les autres moyens nécessaires pour mener les recherches. Ces infrastructures peuvent être implantées sur un seul site ou être « distribuées » (un réseau organisé de ressources) conformément à l'article 2, point a), du Règlement (CE) n° 723/2009 du Conseil du 25 juin 2009 relatif à un cadre juridique communautaire applicable à un Consortium pour une infrastructure européenne de recherche (ERIC). »

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article 6/4 rédigé comme suit :

« Art. 6/4. Au sens du présent décret, on entend par entreprise en difficulté, une entreprise remplissant au moins une des conditions suivantes :

- s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée (société anonyme, société en commandite par actions, société privée à responsabilité limitée, société coopérative à responsabilité limitée) autre qu'une P.M.E. en existence depuis moins de trois ans, lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison de pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société, conduit à un montant négatif qui excède la moitié du capital social souscrit. Le capital social comprend, le cas échéant, les primes d'émission;

- s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (société en nom collectif, société en commandite simple et société coopérative à responsabilité illimitée), autre qu'une P.M.E. en existence depuis moins de trois ans, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées;

- lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit les conditions de soumission à une telle procédure à la demande de ses créanciers;

- lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide au sauvetage et n'a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie ou qu'elle a bénéficié d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration;

- dans le cas d'une entreprise autre qu'une P.M.E., lorsque depuis les 2 exercices précédents :

* le ratio emprunts/fonds propres est supérieur à 7,5 et

* le ratio de couverture des charges d'intérêt de l'entreprise, calculé sur base de l'EBITDA, est inférieur à l'unité. »

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un article 6/5 rédigé comme suit :

« Art. 6/5. Au sens du présent décret, on entend par « étude de faisabilité », l'évaluation et l'analyse du potentiel d'un projet, qui visent à soutenir le processus décisionnel en révélant de façon objective et rationnelle les forces et les faiblesses du projet, ainsi que les perspectives et les menaces qu'il suppose, et qui précisent les ressources nécessaires pour le mener à bien et en évaluent, en définitive, les chances de succès. »

Art. 11. Dans le même décret, il est inséré un article 6/6 rédigé comme suit :

« Art. 6/6. Au sens du présent décret, on entend par « services de conseil en matière d'innovation », le conseil, l'assistance et la formation dans les domaines du transfert de connaissances, de l'acquisition, de la protection et de l'exploitation d'actifs incorporels et de l'utilisation des normes et des réglementations qui les intègrent. »

Art. 12. Dans le même décret, il est inséré un article 6/7 rédigé comme suit :

« Art. 6/7. Au sens du présent décret, on entend par « services d'appui à l'innovation », les bureaux, les banques de données, les bibliothèques, les études de marché, les laboratoires, l'étiquetage de la qualité, ainsi que les essais et la certification, en vue de développer des produits, des procédés ou des services plus efficaces. »

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 6/8 rédigé comme suit :

« Art. 6/8. Au sens du présent décret, on entend par « activités non économiques » les activités visées par le titre 2.1.1. de la Communication (UE) n° 2014/C 198/1 de la Commission du 21 mai 2014 relative à l'Encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation, *J.O.U.E.*, 27 juin 2014, p.1. »

Art. 14. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux 1^o, 2^o et 4^o, les mots « l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n^o 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « l'annexe I^{re} du Règlement (UE) n^o 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité »;

b) les mots « visée par le Code des sociétés, » sont abrogés.

Art. 15. Dans l'article 8, du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2014, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o « organisme de recherche » : entité (telle qu'une université ou un institut de recherche, une agence de transfert de technologies, un intermédiaire en innovation, une entité collaborative réelle ou virtuelle axée sur la recherche), quel que soit son statut légal (de droit public ou de droit privé) ou son mode de financement, dont le but premier est d'exercer, en toute indépendance, des activités de recherche fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental, ou de diffuser largement les résultats de ces activités au moyen d'un enseignement, de publications ou de transferts de connaissances. Lorsqu'une telle entité exerce également des activités économiques, le financement, les coûts et les revenus de ces activités économiques doivent être comptabilisés séparément. Les entreprises qui peuvent exercer une influence déterminante sur une telle entité, par exemple en leur qualité d'actionnaire ou d'associé, ne peuvent pas bénéficier d'un accès privilégié aux résultats qu'elle produit. »

Art. 16. L'article 9 du même décret est abrogé.

Art. 17. L'article 10 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o « centre de recherche agréé » : tout organisme qui a pour objet principal de réaliser des recherches et d'effectuer des prestations de service contribuant au développement économique, social et environnemental de la Wallonie agréé conformément aux critères arrêtés par le Gouvernement et qui ne répond pas aux définitions visées aux articles 7, 8, 2^o, et 8, 3^o;

2^o « Association forte » : organisme dont les membres sont des centres de recherche agréés et dont les principes directeurs applicables à ses activités non économiques sont, au minimum, les suivants :

- a) éviter toute concurrence déloyale entre membres;
- b) s'engager à faire appel au membre réputé de meilleure compétence dans le strict intérêt du client et harmoniser le tarif de prestation;
- c) faire la promotion des compétences des autres membres vis-à-vis de sa clientèle;
- d) développer et exploiter les éventuelles synergies entre membres;
- e) échanger les bonnes pratiques de gestion et d'organisation;
- f) adopter une stratégie concertée de développement;
- g) améliorer la visibilité des membres;
- h) se concerter à propos d'investissements en équipement important. »

Art. 18. Dans l'article 12 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2014 et l'article 12/1 du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, les chiffres « 10, 2^o » sont remplacés par le chiffre « 10 ».

Art. 19. Dans le même décret, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. Les aides visées au présent décret sont octroyées aux conditions définies par le Règlement n^o 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité. »

Art. 20. A l'article 14 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 3^o, le mot « technique » est abrogé;
- b) le 5^o est abrogé;
- c) aux 6^o et 7^o, les mots « dans les services » sont abrogés;
- d) le 8^o est remplacé par ce qui suit :
« 8^o aux petites entreprises et aux moyennes entreprises, des subventions portant sur des services de conseil en matière d'innovation et d'appui à l'innovation; »;
- e) le 9^o est abrogé;
- f) au 9/1^o les mots « instituts de recherche » sont remplacés par les mots « centres de recherche »;
- g) au 10^o et au 13^o, les mots « appliquée ou » sont abrogés;
- h) le 12/1^o est remplacé par ce qui suit :
« 12/1^o aux unités universitaires, des subventions portant sur l'acquisition d'infrastructures de recherche; »;
- i) aux 13^o, 14^o, 15^o, 16^o et 18^o, les mots « instituts de recherche » sont remplacés par les mots « centres de recherche »;
- j) le 16/1^o est remplacé par ce qui suit :
« 16/1^o aux centres de recherche agréés, des subventions portant sur l'acquisition d'infrastructures de recherche; »;
- k) au 17^o, les mots « appliquée ou » sont abrogés;
- l) le 14^o est abrogé.

Art. 21. L'article 15, 2^o, du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« 2^o soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, d'emploi, financière et de développement durable du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs. »

Art. 22. L'article 16 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Constituent des dépenses admissibles aux conditions arrêtées par le Gouvernement, les coûts des bâtiments et des terrains, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. En ce qui concerne les bâtiments, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles. Pour ce qui est des terrains, les frais de cession commerciale ou les coûts d'investissement effectivement supportés sont admissibles. »

Art. 23. Dans l'article 18, deuxième alinéa, du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les 1^o, 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

- « 1^o 80 pour une petite entreprise;
- 2^o 70 pour une moyenne entreprise;
- 3^o 60 pour une grande entreprise. »

Art. 24. Dans l'article 19, deuxième alinéa, du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les 1^o, 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

- « 1^o 80 pour une petite entreprise;
- 2^o 70 pour une moyenne entreprise;
- 3^o 60 pour une grande entreprise. »

Art. 25. A l'article 19/1, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « Institut » est remplacé par le mot « centre »;
- b) le 3^o est remplacé par ce qui suit :
« 3^o l'entreprise est une moyenne entreprise ou une petite entreprise; ».

A l'article 19/1, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, les 1^o et 2^o sont remplacés par ce qui suit :

- « 1^o 80 pour une petite entreprise;
- 2^o 70 pour une moyenne entreprise. »

Art. 26. L'article 21, 2^o, du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« 2^o soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, d'emploi, financière et de développement durable du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs. »

Art. 27. L'article 22 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Constituent des dépenses admissibles aux conditions arrêtées par le Gouvernement, les coûts des bâtiments et des terrains, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. En ce qui concerne les bâtiments, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles. Pour ce qui est des terrains, les frais de cession commerciale ou les coûts d'investissement effectivement supportés sont admissibles. »

Art. 28. A l'article 23 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au deuxième alinéa, le 1^o est remplacé par ce qui suit :
« 1^o 60 pour une petite entreprise; »;
- b) au troisième alinéa, le 1^o est remplacé par ce qui suit :
« 1^o 70 pour une petite entreprise; »;
- c) au troisième alinéa, le 2^o est remplacé par ce qui suit :
« 2^o 60 pour une moyenne entreprise; »;
- d) au troisième alinéa, le 3^o est remplacé par ce qui suit :
« 3^o 50 pour une grande entreprise. »

Art. 29. A l'article 24 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au deuxième alinéa, le 1^o est remplacé par ce qui suit :
« 1^o 60 pour une petite entreprise; »;
- b) au troisième alinéa, le 1^o est remplacé par ce qui suit :
« 1^o 70 pour une petite entreprise; »;
- c) au troisième alinéa, le 2^o est remplacé par ce qui suit :
« 2^o 60 pour une moyenne entreprise; »;
- d) au troisième alinéa, le 3^o est remplacé par ce qui suit :
« 3^o 50 pour une grande entreprise. »

Art. 30. L'article 25 du même décret est abrogé.

Art. 31. A l'article 25/1 du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :
« Hormis les cas visés aux articles 23 et 24, l'aide peut consister, soit en une subvention, soit en une avance récupérable si le montant de l'aide est inférieur au montant arrêté par le Gouvernement »;
- b) au troisième alinéa, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1° 55 pour une petite entreprise; »;

c) au troisième alinéa, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° 45 pour une moyenne entreprise; »;

d) au troisième alinéa, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° 35 pour une grande entreprise. »

Art. 32. L'article 26 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Hormis les cas visés aux articles 23, 24, et 25/1, l'aide peut uniquement consister en une avance récupérable si le montant de l'aide est supérieur au montant arrêlé par le Gouvernement. Son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 55 pour une petite entreprise;

2° 45 pour une moyenne entreprise;

3° 35 pour une grande entreprise. »

Art. 33. A l'article 32 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « technique préalable à des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental » sont abrogés.

Art. 34. Dans le même décret, l'intitulé de la section 3 du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Section 3. — Des subventions portant sur les études de faisabilité »

Art. 35. L'article 33 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont les coûts de l'étude. »

Art. 36. L'article 34 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 70 pour une petite entreprise;

2° 60 pour une moyenne entreprise;

3° 50 pour une entreprise non autonome de taille restreinte. »

Art. 37. Dans l'article 36, alinéa premier, 1°, du même décret, les mots « dans la première juridiction » sont abrogés.

Art. 38. L'article 37 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 50 pour une petite ou une moyenne entreprise. »

Art. 39. Dans le même décret, la section 5 du chapitre III, comprenant les articles 40 à 45, est abrogée.

Art. 40. Dans le même décret, l'intitulé de la section 6 du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Section 6. — Des subventions portant sur les innovations de procédé »

Art. 40/1. A l'article 46 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « dans les services » sont abrogés.

Art. 41. Dans l'article 48 du même décret, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° 50 pour une petite entreprise;

2° 50 pour une moyenne entreprise. »

Art. 42. Dans le même décret, l'intitulé de la section 7 du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Section 7. — Des subventions portant sur les innovations d'organisation »

Art. 42/1. A l'article 50 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « dans les services » sont abrogés.

Art. 43. Dans l'article 52 du même décret, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° 50 pour une petite entreprise;

2° 50 pour une moyenne entreprise. »

Art. 44. Dans le même décret, l'intitulé de la section 8 du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Section 8. — Des subventions portant sur les services de conseil en matière d'innovation et d'appui à l'innovation »

Art. 45. L'article 55 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 55. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont les coûts liés aux services de conseil et d'appui en matière d'innovation. »

Art. 46. A l'article 56 du même décret, le chiffre « 75 » est remplacé par le chiffre « 100 ».

Art. 47. Dans le même décret, l'intitulé de la section 9 du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Section 9. — Des subventions portant sur un projet d'acquisition d'une infrastructure de recherche »

Art. 48. L'article 58 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 58. Pour la réalisation d'un projet d'acquisition d'une infrastructure de recherche permettant de mener à bien des activités de recherche industrielle et de développement expérimental introduit par une ou plusieurs entreprises, le Gouvernement peut lui accorder ou leur accorder une subvention :

1° soit dans le cadre d'un programme thématique de la Région wallonne ayant fait l'objet d'un appel à projets relatif aux infrastructures de recherche, sur la base du classement des projets proposé par le jury du programme en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et développement durable indiqués dans l'appel;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et développement durable du projet d'acquisition, si celui-ci, en raison de sa nature, de son ampleur, de son organisation ou de son urgence, ne peut utilement être introduit en réponse à un appel à projets; dans ce cas, le Gouvernement peut procéder à l'évaluation seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs. »

Art. 49. L'article 59 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 59. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux logisticiens de recherche, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet d'acquisition;

2° les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet d'acquisition;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet d'acquisition;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;

6° les coûts d'acquisition de l'infrastructure de recherche ainsi que les frais d'infrastructure et d'installation liés. »

Art. 50. Dans le même décret, il est inséré un article 60/1 rédigé comme suit :

« Art. 60/1. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet. »

Art. 51. Dans le même décret, il est inséré un article 60/2 rédigé comme suit :

« Art. 60/2. Lorsqu'une infrastructure de recherche exerce à la fois des activités économiques et des activités non économiques, le financement, les coûts et les revenus de chaque type d'activités sont comptabilisés séparément, sur la base de principes de comptabilisation des coûts appliqués de manière cohérente et objectivement justifiables. »

Art. 52. Dans le même décret, il est inséré un article 60/3 rédigé comme suit :

« Art. 60/3. Le prix à payer pour l'exploitation ou l'utilisation de l'infrastructure correspond au prix du marché. »

Art. 53. Dans le même décret, il est inséré un article 60/4 rédigé comme suit :

« Art. 60/4. L'accès à l'infrastructure est ouvert à plusieurs utilisateurs et est octroyé sur une base transparente et non discriminatoire. Les entreprises qui ont financé au moins 10 % des coûts d'investissement d'une infrastructure peuvent bénéficier d'un accès privilégié à cette dernière à des conditions plus favorables. Afin d'éviter toute surcompensation, cet accès privilégié est proportionnel à la contribution de l'entreprise aux coûts d'investissement et les conditions de cet accès privilégié sont rendues publiques. »

Art. 54. Dans le même décret, il est inséré un article 60/5 rédigé comme suit :

« Art. 60/5. Lorsqu'une infrastructure de recherche reçoit un financement public à la fois pour des activités économiques et pour des activités non économiques, le Gouvernement met en place un mécanisme de contrôle et de récupération afin de garantir que l'intensité d'aide applicable ne sera pas dépassée à la suite d'une hausse de la part des activités économiques par rapport à la situation envisagée au moment de l'attribution de l'aide. »

Art. 55. Dans le même décret, l'intitulé de la section première du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Section 1^{re}. — Des subventions portant sur les activités de recherche industrielle »

Art. 56. Dans les articles 61, 71, 72 et 74 du même décret, les mots « appliquée ou » sont abrogés.

Art. 57. Dans l'article 61 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « Instituts de recherche » sont remplacés par les mots « centres de recherche ».

Art. 58. L'article 62 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Constituent des dépenses admissibles aux conditions arrêtées par le Gouvernement, les coûts des bâtiments et des terrains, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. En ce qui concerne les bâtiments, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles. Pour ce qui est des terrains, les frais de cession commerciale ou les coûts d'investissement effectivement supportés sont admissibles. »

Art. 59. Dans le même décret, l'intitulé de la section première du chapitre IV/I est remplacé par ce qui suit :

« Section 1^{re}. — Des subventions portant sur un projet d'acquisition d'une infrastructure de recherche pour des unités universitaires »

Art. 60. Dans l'article 73/1 du même décret, les mots « d'un équipement exceptionnel d'utilité collective » sont remplacés par les mots « d'une infrastructure de recherche ».

Art. 61. Dans l'article 73/2 du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, les mots « l'équipement exceptionnel » sont remplacés par les mots « l'infrastructure de recherche ».

Art. 62. Dans le même décret, il est inséré un article 73/4/1 rédigé comme suit :

« Art. 73/4/1. Lorsqu'une infrastructure de recherche exerce à la fois des activités économiques et des activités non économiques, le financement, les coûts et les revenus de chaque type d'activités sont comptabilisés séparément, sur la base de principes de comptabilisation des coûts appliqués de manière cohérente et objectivement justifiables. »

Art. 63. Dans le même décret, il est inséré un article 73/4/2 rédigé comme suit :

« Art. 73/4/2. Le prix à payer pour l'exploitation ou l'utilisation de l'infrastructure correspond au prix du marché. »

Art. 64. Dans le même décret, il est inséré un article 73/4/3 rédigé comme suit :

« Art. 73/4/3. Lorsqu'une infrastructure de recherche reçoit un financement public à la fois pour des activités économiques et pour des activités non économiques, le Gouvernement met en place un mécanisme de contrôle et de récupération afin de garantir que l'intensité d'aide applicable ne sera pas dépassée à la suite d'une hausse de la part des activités économiques par rapport à la situation envisagée au moment de l'attribution de l'aide. »

Art. 65. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE V. — *Des subventions aux centres de recherche agréés et aux associations fortes* »

Art. 66. Dans le même décret, l'intitulé de la section première du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Section 1^{re}. — *De l'agrément des centres de recherche* »

Art. 67. A l'article 74 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « institut de recherche » sont remplacés par les mots « centre de recherche ».

Art. 68. A l'article 75 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « l'institut de recherche » sont remplacés par les mots « le centre de recherche »;
- b) les mots « de l'institut de recherche » sont remplacés par les mots « du centre de recherche ».

Art. 69. A l'article 76 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « institut de recherche » sont remplacés par les mots « centre de recherche »;
- b) les mots « Commission » et « agrément » sont séparés par l'article « d' ».

Art. 70. A l'article 77 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « de l'institut de recherche » sont remplacés par les mots « du centre de recherche »;
- b) les mots « instituts de recherche » sont remplacés par les mots « centres de recherche ».

Art. 71. Dans le même décret, l'intitulé de la section 2 du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. — *Des subventions portant sur les activités de recherche industrielle et sur les activités de développement expérimental* »

Art. 72. A l'article 78 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « appliquée ou » sont abrogés;
- b) les mots « instituts de recherche agréés » sont remplacés par les mots « centres de recherche agréés ».

Art. 73. Dans le même décret, il est inséré un article 81/1 rédigé comme suit :

« Art. 81/1. Lorsqu'un centre de recherche agréé reçoit un financement public à la fois pour des activités économiques et pour des activités non économiques, le Gouvernement met en place un mécanisme de contrôle et de récupération afin de garantir que l'intensité d'aide applicable ne sera pas dépassée à la suite d'une hausse de la part des activités économiques par rapport à la situation envisagée au moment de l'attribution de l'aide. »

Art. 74. Dans le même décret, la section 3 du chapitre V, comprenant les articles 82 à 86, est abrogée.

Art. 75. Dans l'article 87 du même décret, les mots « instituts de recherche agréés » sont remplacés par les mots « centres de recherche agréés ou une ou plusieurs associations fortes ».

Art. 76. Dans le même décret, il est inséré un article 90/1 rédigé comme suit :

« Art. 90/1. Lorsqu'un centre de recherche agréé reçoit un financement public à la fois pour des activités économiques et pour des activités non économiques, le Gouvernement met en place un mécanisme de contrôle et de récupération afin de garantir que l'intensité d'aide applicable ne sera pas dépassée à la suite d'une hausse de la part des activités économiques par rapport à la situation envisagée au moment de l'attribution de l'aide. »

Art. 77. A l'article 91 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « institut de recherche agréé » sont remplacés par les mots « centre de recherche agréé »;
- b) les mots « appliquée ou » sont abrogés.

Art. 78. A l'article 92 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « appliquée ou » sont abrogés.

Art. 79. Dans le même décret, l'intitulé de la section 6 du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Section 6. — Des subventions portant sur un projet d'acquisition d'une infrastructure de recherche »

Art. 80. A l'article 93/1 du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « d'un équipement exceptionnel » sont remplacés par les mots « d'une infrastructure de recherche »;
- b) les mots « instituts de recherche agréés » sont remplacés par les mots « centres de recherche agréés ».

Art. 81. A l'article 93/2 du même décret, inséré par le décret du 13 mars 2014, les mots « de l'équipement exceptionnel » sont remplacés par les mots « de l'infrastructure de recherche ».

Art. 82. Dans le même décret, il est inséré un article 93/5 rédigé comme suit :

« Art. 93/5. Lorsqu'une infrastructure de recherche exerce à la fois des activités économiques et des activités non économiques, le financement, les coûts et les revenus de chaque type d'activités sont comptabilisés séparément, sur la base de principes de comptabilisation des coûts appliqués de manière cohérente et justifiable. »

Art. 83. Dans le même décret, il est inséré un article 93/6 rédigé comme suit :

« Art. 93/6. Le prix à payer pour l'exploitation ou l'utilisation de l'infrastructure correspond au prix du marché. »

Art. 84. Dans le même décret, il est inséré un article 93/7 rédigé comme suit :

« Art. 93/7. Lorsqu'une infrastructure de recherche reçoit un financement public à la fois pour des activités économiques et pour des activités non économiques, le Gouvernement met en place un mécanisme de contrôle et de récupération afin de garantir que l'intensité d'aide applicable ne sera pas dépassée à la suite d'une hausse de la part des activités économiques par rapport à la situation envisagée au moment de l'attribution de l'aide. »

Art. 85. A l'article 94 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle, d'un projet de recherche appliquée, d'un projet de développement expérimental ou d'un projet combinant deux ou trois de ces catégories » sont remplacés par les mots « Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle ou d'un projet de développement expérimental ».

Art. 86. A l'article 95 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « instituts de recherche agréés » sont remplacés par les mots « centres de recherche agréés »;
- b) les mots « appliquée ou » sont abrogés.

Art. 87. L'article 96 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Constituent des dépenses admissibles pour les entreprises et les unités universitaires aux conditions arrêtées par le Gouvernement, les coûts des bâtiments et des terrains, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. En ce qui concerne les bâtiments, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles. Pour ce qui est des terrains, les frais de cession commerciale ou les coûts d'investissement effectivement supportés sont admissibles. »

Art. 88. A l'article 97 du même décret, le chiffre « 85 » est remplacé par le chiffre « 100 ».

Art. 89. Dans les articles 98 et 107 du même décret, modifiés par le décret du 13 mars 2014, les mots « instituts de recherche agréés » sont chaque fois remplacés par les mots « centres de recherche agréés ».

Art. 90. Dans les articles 99 et 100 du même décret, modifiés par le décret du 13 mars 2014, les mots « ou une jeune entreprise innovante » sont chaque fois abrogés.

Art. 91. Dans l'article 101 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les 1^o, 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

- « 1^o 70 pour une petite entreprise;
- 2^o 60 pour une moyenne entreprise;
- 3^o 50 pour une grande entreprise. »

Art. 92. L'article 116 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 116. Une entreprise en difficulté ne bénéficie pas des aides que vise le présent décret. »

Art. 93. L'article 120 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 120. Le Gouvernement arrête les modalités suivant lesquelles est évalué l'effet incitatif. »

Art. 94. Dans l'article 121 du même décret, les mots « types d'aide visés aux sections 3, 4, 6, 7, 8 ou 9 » sont remplacés par les mots « types d'aide visés aux sections 3, 4, 6, 7 ou 8 ».

Art. 95. Dans l'article 122 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les mots « appliquée ou » sont abrogés.

Art. 95/1. Dans le même décret, il est inséré un article 124/1 rédigé comme suit :

« Art. 124/1. § 1^{er}. Chaque demande fait l'objet, dans les 14 jours ouvrables de son introduction, d'un accusé de réception transmis au demandeur. Il est invité concomitamment à fournir des informations complémentaires au cas où le dossier n'est pas complet.

§ 2. Les demandes déclarées irrecevables font l'objet d'une clôture administrative par le Gouvernement, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions formelles de la demande dans les 75 jours ouvrables de la première invitation à compléter son dossier. La décision motivée est communiquée au demandeur.

§ 3. Les demandes pouvant être déclarées recevables dans les 14 jours ouvrables définis au paragraphe 1^{er} sont soumises à une procédure d'évaluation de 75 jours ouvrables au maximum jusqu'à la décision définitive du Gouvernement, à compter de la date de déclaration de recevabilité.

§ 4. Le demandeur peut à nouveau introduire sa proposition de projet si aucune décision positive d'aide n'a été prise. Le demandeur devra tenir compte des éléments éventuels de la première évaluation. »

Art. 96. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 mai 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

(1) *Session 2014-2015.*

Documents du Parlement wallon, 170 (2014-2015), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 20 mai 2015.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202615]

21. MAI 2015 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In dem Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird die Überschrift von Kapitel I wie folgt abgeändert:

« KAPITEL I — *Definition und Bezugnahme auf die allgemeine europäische Gruppenfreistellungsverordnung* »

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Dekrets wird der Satz "Hierzu zählt auch die Schaffung von Bestandteilen komplexer Systeme, die für die industrielle Forschung und insbesondere die Validierung von technologischen Grundlagen notwendig sind, mit Ausnahme von Prototypen, die unter den Artikel 3 fallen." durch folgenden Satz ersetzt:

«Hierzu zählt auch die Entwicklung von Teilen komplexer Systeme und möglicherweise auch der Bau von Prototypen in einer Laborumgebung oder in einer Umgebung mit simulierten Schnittstellen zu bestehenden Systemen wie auch von Pilotlinien, wenn dies für die industrielle Forschung und insbesondere die Validierung von technologischen Grundlagen notwendig ist.»

Art. 3 - Artikel 2/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "experimenteller Entwicklung" den Erwerb, die Kombination, die Gestaltung und die Nutzung vorhandener wissenschaftlicher, technischer, wirtschaftlicher und sonstiger einschlägiger Kenntnisse und Fertigkeiten mit dem Ziel, neue oder verbesserte Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen zu entwickeln. Dazu zählen zum Beispiel auch Tätigkeiten zur Konzeption, Planung und Dokumentation neuer Produkte, Verfahren und Dienstleistungen. Die experimentelle Entwicklung kann die Entwicklung von Prototypen, Demonstrationsmaßnahmen, Pilotprojekte sowie die Erprobung und Validierung neuer oder verbesserter Produkte, Verfahren und Dienstleistungen in einem für die realen Einsatzbedingungen repräsentativen Umfeld umfassen, wenn das Hauptziel dieser Maßnahmen darin besteht, im Wesentlichen noch nicht feststehende Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen weiter zu verbessern.

Die experimentelle Entwicklung kann die Entwicklung von kommerziell nutzbaren Prototypen und Pilotprojekten einschließen, wenn es sich dabei zwangsläufig um das kommerzielle Endprodukt handelt und dessen Herstellung allein für Demonstrations- und Validierungszwecke zu teuer wäre. Die experimentelle Entwicklung umfasst keine routinemäßigen oder regelmäßigen Änderungen an bestehenden Produkten, Produktionslinien, Produktionsverfahren, Dienstleistungen oder anderen laufenden betrieblichen Prozessen, selbst wenn diese Änderungen Verbesserungen darstellen sollten.»

Art. 5 - Artikel 4 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Prozessinnovation" die Anwendung einer neuen oder wesentlich verbesserten Methode für die Produktion oder die Erbringung von Leistungen (einschließlich wesentlicher Änderungen bei Techniken, Ausrüstungen oder der Software); nicht als Prozessinnovation angesehen werden geringfügige Änderungen oder Verbesserungen, der Ausbau der Produktions- oder Dienstleistungskapazitäten durch zusätzliche Herstellungs- oder Logistiksysteme, die den bereits verwendeten sehr ähnlich sind, die Einstellung eines Arbeitsablaufs, einfache Ersatz- oder Erweiterungsinvestitionen, Änderungen, die sich allein aus Veränderungen bei den Faktorpreisen ergeben, neue Kundenausrichtung, Lokalisierung, regelmäßige, saisonale und sonstige zyklische Veränderungen sowie der Handel mit neuen oder erheblich verbesserten Produkten.»

Art. 6 - Artikel 5 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Organisationsinnovation" die Anwendung neuer Organisationsmethoden in den Geschäftspraktiken, den Arbeitsabläufen oder Geschäftsbeziehungen eines Unternehmens; nicht als Organisationsinnovationen angesehen werden Änderungen, die auf bereits in dem Unternehmen angewandten Organisationsmethoden beruhen, Änderungen in der Managementstrategie, Fusionen und Übernahmen, die Einstellung der Anwendung eines Arbeitsablaufs, einfache Ersatz- oder Erweiterungsinvestitionen, Änderungen, die sich allein aus Veränderungen bei den Faktorpreisen ergeben, neue Kundenausrichtung, Lokalisierung, regelmäßige, saisonale oder sonstige zyklische Veränderungen sowie der Handel mit neuen oder erheblich verbesserten Produkten.»

Art. 7 - Artikel 5/1 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 8 - Artikel 6/2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6/2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Forschungsinfrastruktur" die Einrichtungen, Ressourcen und damit verbundenen Dienstleistungen, die von Wissenschaftlern für die Forschung auf ihrem jeweiligen Gebiet genutzt werden. Unter diese Definition fallen Geräte und Instrumente für Forschungszwecke, wissensbasierte Ressourcen wie Sammlungen, Archive oder strukturierte wissenschaftliche Informationen, Infrastrukturen der Informations- und Kommunikationstechnologie wie GRID-Netze, Rechner, Software und Kommunikationssysteme sowie sonstige besondere Einrichtungen, die für die Forschung unverzichtbar sind. Solche Forschungsinfrastrukturen können "an einem einzigen Standort angesiedelt" oder auch "verteilt" (ein organisiertes Netz von Ressourcen) sein, im Sinne von Artikel 2, a) der Verordnung (EG) Nr. 723/2009 des Rates vom 25. Juni 2009 über den gemeinschaftlichen Rechtsrahmen für ein Konsortium für eine europäische Forschungsinfrastruktur (ERIC).»

Art. 9 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Art. 6/4 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Unternehmen in Schwierigkeiten" ein Unternehmen, das mindestens eine der folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- im Falle einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Aktiengesellschaft, Kommanditgesellschaft auf Aktien, Privatgesellschaft mit beschränkter Haftung, Genossenschaft mit beschränkter Haftung) mit der Ausnahme eines seit weniger als 3 Jahren bestehenden kleinen oder mittleren Unternehmens, wenn mehr als die Hälfte ihres Stammkapitals infolge aufgelaufener Verluste verlorengegangen ist. Dies ist der Fall, wenn sich nach Abzug der aufgelaufenen Verluste von den Rücklagen (und allen sonstigen Elementen, die im Allgemeinen den Eigenmitteln des Unternehmens zugerechnet werden) ein negativer kumulativer Betrag ergibt, der mehr als der Hälfte des gezeichneten Stammkapitals entspricht. Der Begriff "Stammkapital" umfasst gegebenenfalls alle Agios;

- im Falle von Gesellschaften, bei denen zumindest einige Gesellschafter unbeschränkt für die Schulden der Gesellschaft (offene Handelsgesellschaft, einfache Kommanditgesellschaft und Genossenschaft mit unbeschränkter Haftung), mit der Ausnahme eines seit weniger als 3 Jahren bestehenden kleinen oder mittleren Unternehmens, haften, wenn mehr als die Hälfte der in den Geschäftsbüchern ausgewiesenen Eigenmittel infolge aufgelaufener Verluste verlorengegangen ist;

- wenn das Unternehmen Gegenstand eines Gesamtinsolvenzverfahrens ist oder die Voraussetzungen für die Eröffnung eines solchen Verfahrens auf Antrag seiner Gläubiger erfüllt;

- wenn das Unternehmen eine Rettungsbeihilfe erhalten hat und das Darlehen noch nicht zurückgezahlt hat oder die Bürgschaft beendet hat, oder es eine Umstrukturierungsbeihilfe erhalten hat und immer noch einem Umstrukturierungsplan unterliegt;

- im Falle eines Unternehmens, das kein K.M.U. ist, wenn in den vergangenen beiden Jahren

* der buchwertbasierte Verschuldungsgrad über 7,5 und

* das Verhältnis des EBITDA zu den Zinsaufwendungen unter 1,0 lag.»

Art. 10 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 6/5 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Durchführbarkeitsstudie" die Bewertung und Analyse des Potenzials eines Vorhabens mit dem Ziel, die Entscheidungsfindung durch objektive und rationale Darlegung seiner Stärken und Schwächen sowie der mit ihm verbundenen Möglichkeiten und Gefahren zu erleichtern und festzustellen, welche Ressourcen für seine Durchführung erforderlich wären und welche Erfolgsaussichten das Vorhaben hätte.»

Art. 11 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 6/6 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Innovationsberatungsdiensten" die Beratung, Unterstützung und Schulung in den Bereichen Wissenstransfer, Erwerb, Schutz und Verwertung immaterieller Vermögenswerte sowie Anwendung von Normen und Vorschriften, in denen diese verankert sind.»

Art. 12 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 6/7 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "innovationsunterstützenden Dienstleistungen" die Bereitstellung von Büroflächen, Datenbanken, Bibliotheken, Marktforschung, Laboratorien, Gütezeichen, Tests und Zertifizierung zum Zweck der Entwicklung effizienterer Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen.»

Art. 13 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 6/8 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "nichtwirtschaftlichen Tätigkeiten" die Tätigkeiten im Sinne von Titel 2.1.1 der Mitteilung (EU) Nr. 2014/C 198/1 der Kommission vom 21. Mai 2014 über den Unionsrahmen für staatliche Beihilfen zur Förderung von Forschung, Entwicklung und Innovation, *Amtsblatt der Europäischen Union* vom 27. Juni 2014, S. 1".

Art. 14 - In Artikel 7 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) unter den Ziffern 1, 2 und 4 werden die Wörter "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an Klein- und Mittelunternehmen" durch "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des EG-Vertrags" ersetzt;

b) die Wörter "gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften" werden gestrichen.

Art. 15 - In Artikel 8 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. März 2014, wird Ziffer 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° Forschungseinrichtung": Einrichtungen wie Universitäten oder Forschungsinstitute, Technologietransfer-Einrichtungen, Innovationsmittler, forschungsorientierte physische oder virtuelle Kooperationseinrichtungen, unabhängig von ihrer Rechtsform (öffentlich-rechtlich oder privatrechtlich) oder Finanzierungsweise, deren Hauptaufgabe darin besteht, unabhängige Grundlagenforschung, industrielle Forschung oder experimentelle Entwicklung zu betreiben oder die Ergebnisse derartiger Tätigkeiten durch Lehre, Veröffentlichung oder Wissenstransfer zu verbreiten. Übt eine derartige Einrichtung auch wirtschaftliche Tätigkeiten aus, muss sie über deren Finanzierung, Kosten und Erlöse getrennt Buch führen. Unternehmen, die beispielsweise als Anteilseigner oder Mitglied bestimmenden Einfluss auf eine solche Einrichtung ausüben können, darf kein bevorzugter Zugang zu den von ihr erzielten Ergebnissen gewährt werden.»

Art. 16 - Artikel 9 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 17 - Artikel 10 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° "zugelassenes Forschungszentrum": jede Einrichtung, deren Hauptziel die Durchführung von Forschungsarbeiten und Erbringung von Dienstleistungen ist, die zur wirtschaftlichen, sozialen und umweltrelevanten Entwicklung der Wallonie beitragen, die gemäß den von der Regierung erlassenen Kriterien zugelassen ist, und die mit den in den Artikeln 7, 8 Ziffer 2 und 8 Ziffer 3 erwähnten Definitionen nicht übereinstimmt;

2° "starker Verband": eine Einrichtung, deren Mitglieder zugelassene Forschungszentren sind, und deren auf ihre nichtwirtschaftlichen Tätigkeiten anwendbare Leitgrundsätze mindestens die Folgenden sind:

- a) jeden unlauteren Wettbewerb zwischen Mitgliedern vermeiden;
- b) sich dazu verpflichten, im strikten Interesse des Kunden auf das bekanntlich über das beste Fachwissen verfügende Mitglied zurückgreifen, und die Tarife für die Leistungen aufeinander abstimmen;
- c) bei der Kundschaft für die Kompetenzen der anderen Mitglieder werben;
- d) die möglichen Synergien zwischen Mitgliedern entwickeln und nutzen;
- e) die bewährten Management- und Organisationsmethoden austauschen;
- f) eine konzertierte Entwicklungsstrategie anwenden;
- g) die öffentliche Wahrnehmung der Mitglieder verbessern;
- h) sich über Investitionen in wichtige Ausrüstungen abstimmen.»

Art. 18 - In Artikel 12 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. März 2014, und in Artikel 12/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014 werden die Zahlen "10, 2°" durch die Zahl "10" ersetzt.

Art. 19 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 13/1 - Die Beihilfen nach vorliegendem Dekret werden nach den Bedingungen gewährt, die in der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union bestimmt sind.»

Art. 20 - In Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) unter Ziffer 3 wird das Wort "technische" gestrichen;
- b) Ziffer 5 wird aufgehoben;
- c) unter Ziffern 6 und 7 werden die Wörter "im Bereich der Dienstleistungen" gestrichen;
- d) Ziffer 8 wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "8° den Klein- und Mittelunternehmen Zuschüsse für Innovationsberatungsdienste und innovationsunterstützende Dienstleistungen gewähren;"
- e) Ziffer 9 wird aufgehoben;
- f) unter Ziffer 9/1 wird das Wort "Forschungsinstituten" durch das Wort "Forschungszentren" ersetzt;
- g) unter Ziffern 10 und 13 werden die Wörter "angewandten oder" gestrichen;
- h) Ziffer 12/1 wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "12/1° den Universitätseinheiten Zuschüsse für die Beschaffung von Forschungsinfrastrukturen gewähren;"
- i) unter Ziffern 13, 14, 15, 16 und 18 wird das Wort "Forschungsinstitute(n)" durch das Wort "Forschungszentren" ersetzt;

j) Ziffer 16/1 wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "16/1° den zugelassenen Forschungszentren Zuschüsse für die Beschaffung von Forschungsinfrastrukturen gewähren;"

k) unter Ziffer 17 werden die Wörter "angewandten oder" gestrichen;

l) Ziffer 14 wird aufgehoben.

Art. 21 - Artikel 15 Ziffer 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen und finanziellen, sowie in Sachen Beschäftigung und nachhaltige Entwicklung durchgeführten Bewertung Projekts, die die Regierung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.»

Art. 22 - Artikel 16 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Als zulässige Ausgaben unter von der Regierung erlassenen Bedingungen gelten die Kosten für Gebäude und Grundstücke, insofern und so lange sie für das Projekt benutzt werden. Bei Gebäuden werden nur die Abschreibungskosten als zulässig erachtet, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den allgemein anerkannten Buchführungsgrundsätzen berechnet werden. Bei Grundstücken sind nur die Kosten der kommerziellen Übertragung und die tatsächlich entstandenen Investitionskosten zulässig.»

Art. 23 - In Artikel 18 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Ziffern 1, 2 und 3 durch Folgendes ersetzt:

«1° 80 für ein Kleinunternehmen;

2° 70 für ein Mittelunternehmen;

3° 60 für ein Großunternehmen.»

Art. 24 - In Artikel 19 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Ziffern 1, 2 und 3 durch Folgendes ersetzt:

«1° 80 für ein Kleinunternehmen;

2° 70 für ein Mittelunternehmen;

3° 60 für ein Großunternehmen.»

Art. 25 - In Artikel 19/1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "Forschungsinstitut" wird durch "Forschungszentrum" ersetzt;

b) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt: "3° bei dem Unternehmen handelt es sich ein Mittelunternehmen oder ein Kleinunternehmen;"

In Artikel 19/1 Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Ziffern 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

«1° 80 für ein Kleinunternehmen;

2° 70 für ein Mittelunternehmen.»

Art. 26 - Artikel 21 Ziffer 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen und finanziellen, sowie in Sachen Beschäftigung und nachhaltige Entwicklung durchgeführten Bewertung Projekts, die die Regierung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.»

Art. 27 - Artikel 22 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Als zulässige Ausgaben unter von der Regierung erlassenen Bedingungen gelten die Kosten für Gebäude und Grundstücke, insofern und so lange sie für das Projekt benutzt werden. Bei Gebäuden werden nur die Abschreibungskosten als zulässig erachtet, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den allgemein anerkannten Buchführungsgrundsätzen berechnet werden. Bei Grundstücken sind nur die Kosten der kommerziellen Übertragung und die tatsächlich entstandenen Investitionskosten zulässig.»

Art. 28 - In Artikel 23 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 2 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "1° 60 für ein Kleinunternehmen;"

b) in Absatz 3 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "1° 70 für ein Kleinunternehmen;"

c) in Absatz 3 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt: "2° 60 für ein Mittelunternehmen;"

d) in Absatz 3 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt: "3° 50 für ein Großunternehmen.»

Art. 29 - In Artikel 24 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 2 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "1° 60 für ein Kleinunternehmen;"

b) in Absatz 3 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "1° 70 für ein Kleinunternehmen;"

c) in Absatz 3 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt: "2° 60 für ein Mittelunternehmen;"

d) in Absatz 3 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt: "3° 50 für ein Großunternehmen.»

Art. 30 - Artikel 25 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 31 - In Artikel 25/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Mit Ausnahme der in Artikeln 23 und 24 genannten Fälle kann die Beihilfe entweder ein Zuschuss oder ein rückzahlbarer Vorschuss sein, wenn der Betrag der Beihilfe den von der Regierung festgelegten Betrag unterschreitet";

b) in Absatz 3 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "1° 55 für ein Kleinunternehmen;"

c) in Absatz 3 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt: "2° 45 für ein Mittelunternehmen;"

d) in Absatz 3 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt: "3° 35 für ein Großunternehmen.»

Art. 32 - Artikel 26 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Mit Ausnahme der in Artikeln 23, 24 und 25/1 genannten Fälle kann die Beihilfe ausschließlich ein rückzahlbarer Vorschuss sein, wenn der Betrag der Beihilfe den von der Regierung festgelegten Betrag überschreitet. Ihre Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 55 für ein Kleinunternehmen;

2° 45 für ein Mittelunternehmen;

3° 35 für ein Großunternehmen.»

Art. 33 - In Artikel 32 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "eine technische Durchführbarkeitsstudie vor den Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung" durch "eine Durchführbarkeitsstudie" ersetzt.

Art. 34 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III Abschnitt 3 durch Folgendes ersetzt:

«Abschnitt 3 — Zuschüsse für Durchführbarkeitsstudien»

Art. 35 - Artikel 33 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 33 - Die von dem Zuschuss gedeckten zulässigen Ausgaben sind die Kosten für die Studie.»

Art. 36 - Artikel 34 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 34 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 70 für ein Kleinunternehmen;

2° 60 für ein Mittelunternehmen;

3° 50 für ein unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe.»

Art. 37 - In Artikel 36 Absatz 1 Ziffer 1 desselben Dekrets werden die Wörter "am ersten Gerichtsstand" gestrichen.

Art. 38 - Artikel 37 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 37 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann für ein Klein- oder ein Mittelunternehmen bis 50 betragen.»

Art. 39 - Kapitel III Abschnitt 5 desselben Dekrets, der die Artikel 40 bis 45 enthält, wird aufgehoben.

Art. 40 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III Abschnitt 6 durch Folgendes ersetzt:

«Abschnitt 6 — Zuschüsse für Prozessinnovationen»

Art. 40/1 - In Artikel 46 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "im Bereich der Dienstleistungen" gestrichen.

Art. 41 - In Artikel 48 desselben Dekrets werden die Ziffern 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

«1° 50 für ein Kleinunternehmen;

2° 50 für ein Mittelunternehmen.»

Art. 42 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III Abschnitt 7 durch Folgendes ersetzt:

«Abschnitt 7 — Zuschüsse für Organisationsinnovationen»

Art. 42/1 - In Artikel 50 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "im Bereich der Dienstleistungen" gestrichen.

Art. 43 - In Artikel 52 desselben Dekrets werden die Ziffern 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

«1° 50 für ein Kleinunternehmen;

2° 50 für ein Mittelunternehmen.»

Art. 44 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III Abschnitt 8 durch Folgendes ersetzt:

«Abschnitt 8 — Zuschüsse für Innovationsberatungsdienste und innovationsunterstützende Dienstleistungen»

Art. 45 - Artikel 55 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 55 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind die Kosten für Innovationsberatungsdienste und innovationsunterstützende Dienstleistungen.»

Art. 46 - In Artikel 56 desselben Dekrets wird die Zahl "75" durch die Zahl "100" ersetzt.

Art. 47 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III Abschnitt 9 durch Folgendes ersetzt:

«Abschnitt 9 — Zuschüsse für ein Projekt zur Beschaffung einer Forschungsinfrastruktur»

Art. 48 - Artikel 58 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 58 - Für die Umsetzung eines Projekts zur Beschaffung einer Forschungsinfrastruktur, die die Durchführung von Aktivitäten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung ermöglicht, das von einem bzw. mehreren Unternehmen eingereicht wird, kann die Regierung ihm bzw. ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines thematischen Programms der Wallonischen Region, das Gegenstand eines Projektauftrags bezüglich Forschungsinfrastrukturen gewesen ist, auf der Grundlage der von dem Programmausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Bewertung des Beschaffungsprojekts, wenn dieses wegen seiner Eigenart, seines Umfangs, seiner Organisation oder seiner Dringlichkeit nicht auf nützliche Weise als Antwort auf einen Projektauftrag eingereicht werden kann; in diesem Fall kann die Regierung die Bewertung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen.»

Art. 49 - Artikel 59 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 59 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forschungslogistiker, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Beschaffungsprojekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Beschaffungsprojekts benutzt werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Beschaffungsprojekts benutzt werden;

4° zusätzliche Allgemerkosten, die in Zusammenhang mit der Durchführung des Beschaffungsprojekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Beschaffungsprojekts direkt getragen werden;

6° die Kosten für die Beschaffung der Forschungsinfrastruktur sowie die damit verbundenen Infrastruktur- und Installationskosten.»

Art. 50 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 60/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 60/1 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.»

Art. 51 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 60/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 60/2 - Wenn eine Forschungsinfrastruktur zugleich wirtschaftliche und nichtwirtschaftliche Tätigkeiten ausübt, muss sie für deren Finanzierung, Kosten und Erlöse getrennte Bücher nach einheitlich angewandten und sachlich zu rechtfertigenden Kostenrechnungsgrundsätzen führen.»

Art. 52 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 60/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 60/3 - Der für den Betrieb oder die Nutzung der Infrastruktur berechnete Preis muss dem Marktpreis entsprechen.»

Art. 53 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 60/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 60/4 - Der Zugang zur Infrastruktur steht mehreren Nutzern offen und wird zu transparenten und diskriminierungsfreien Bedingungen gewährt. Unternehmen, die mindestens 10% der Investitionskosten einer Infrastruktur finanziert haben, können einen bevorzugten Zugang zu günstigeren Bedingungen erhalten. Um jegliche Überkompensation zu vermeiden, ist dieser bevorzugte Zugang in einem angemessenen Verhältnis zum Investitionsbeitrag des Unternehmens; die Vorzugsbedingungen werden öffentlich zugänglich gemacht.»

Art. 54 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 60/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 60/5 - Wenn eine Forschungsinfrastruktur eine öffentliche Finanzierung sowohl für wirtschaftliche als auch für nichtwirtschaftliche Tätigkeiten erhält, richtet die Regierung einen Überwachungs- und Rückforderungsmechanismus ein, um sicherzustellen, dass die zulässige Beihilfeintensität nicht überschritten wird, wenn der Anteil der wirtschaftlichen Tätigkeiten höher ist als am Tag der Bewilligung der Beihilfe zugrunde gelegt wurde.»

Art. 55 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel IV, Abschnitt 1 durch Folgendes ersetzt:

«*Abschnitt 1* — Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung»

Art. 56 - In den Artikeln 61, 71, 72 und 74 desselben Dekrets werden die Wörter "angewandten oder" gestrichen.

Art. 57 - In Artikel 61 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird das Wort "Forschungsinstitute" durch das Wort "Forschungszentren" ersetzt.

Art. 58 - Artikel 62 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Als zulässige Ausgaben unter von der Regierung erlassenen Bedingungen gelten die Kosten für Gebäude und Grundstücke, insofern und so lange sie für das Projekt benutzt werden. Bei Gebäuden sind nur die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den allgemein anerkannten Buchführungsgrundsätzen berechnet werden. Bei Grundstücken sind nur die Kosten der kommerziellen Übertragung und die tatsächlich entstandenen Investitionskosten zulässig.»

Art. 59 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel IV/I Abschnitt 1 durch Folgendes ersetzt:

«*Abschnitt 1* — Zuschüsse für ein Projekt
zur Beschaffung einer Forschungsinfrastruktur für Universitätseinheiten»

Art. 60 - In Artikel 73/1 desselben Dekrets werden die Wörter "einer außergewöhnlichen Ausrüstung für gemeinnützige Zwecke" durch die Wörter "einer Forschungsinfrastruktur" ersetzt.

Art. 61 - In Artikel 73/2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "der außergewöhnlichen Ausrüstungen" durch die Wörter "der Forschungsinfrastruktur" ersetzt.

Art. 62 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 73/4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 73/4/1 - Wenn eine Forschungsinfrastruktur zugleich wirtschaftliche und nichtwirtschaftliche Tätigkeiten ausübt, muss sie für deren Finanzierung, Kosten und Erlöse getrennte Bücher nach einheitlich angewandten und sachlich zu rechtfertigenden Kostenrechnungsgrundsätzen führen.»

Art. 63 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 73/4/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 73/4/2 - Der für den Betrieb oder die Nutzung der Infrastruktur berechnete Preis muss dem Marktpreis entsprechen.»

Art. 64 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 73/4/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 73/4/3 - Wenn eine Forschungsinfrastruktur eine öffentliche Finanzierung sowohl für wirtschaftliche als auch für nichtwirtschaftliche Tätigkeiten erhält, richtet die Regierung einen Überwachungs- und Rückforderungsmechanismus ein, um sicherzustellen, dass die zulässige Beihilfeintensität nicht überschritten wird, wenn der Anteil der wirtschaftlichen Tätigkeiten höher ist als am Tag der Bewilligung der Beihilfe zugrunde gelegt wurde.»

Art. 65 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel V durch Folgendes ersetzt:

«KAPITEL V — *Zuschüsse an zugelassene Forschungszentren und starke Verbände*»

Art. 66 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel V Abschnitt 1 durch Folgendes ersetzt:

«*Abschnitt 1 — Die Zulassung der Forschungszentren*»

Art. 67 - In Artikel 74 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt.

Art. 68 - In Artikel 75 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) das Wort "Forschungsinstitut" wird durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;
- b) das Wort "Forschungsinstituts" wird durch das Wort "Forschungszentrums" ersetzt.

Art. 69 - In Artikel 76 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) das Wort "Forschungsinstitut" wird durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;
- b) in der französischen Fassung werden die Wörter "Commission agrément" durch "Commission d'agrément" ersetzt.

Art. 70 - In Artikel 77 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) das Wort "Forschungsinstituts" wird durch das Wort "Forschungszentrums" ersetzt;
- b) das Wort "Forschungsinstitute" wird durch das Wort "Forschungszentren" ersetzt.

Art. 71 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel V Abschnitt 2 durch Folgendes ersetzt:

«*Abschnitt 2 — Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung und der experimentellen Entwicklung*»

Art. 72 - In Artikel 78 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) die Wörter "angewandten oder" werden gestrichen;
- b) die Wörter "zugelassenen Forschungseinrichtungen" werden durch die Wörter "zugelassenen Forschungszentren" ersetzt.

Art. 73 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 81/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 81/1 - Wenn ein zugelassenes Forschungsinstitut eine öffentliche Finanzierung sowohl für wirtschaftliche als auch für nichtwirtschaftliche Tätigkeiten erhält, richtet die Regierung einen Überwachungs- und Rückforderungsmechanismus ein, um sicherzustellen, dass die zulässige Beihilfeintensität nicht überschritten wird, wenn der Anteil der wirtschaftlichen Tätigkeiten höher ist als am Tag der Bewilligung der Beihilfe zugrunde gelegt wurde.»

Art. 74 - Kapitel V Abschnitt 3 desselben Dekrets, der die Artikel 82 bis 86 enthält, wird aufgehoben.

Art. 75 - In Artikel 87 desselben Dekrets werden die Wörter "zugelassenen Forschungsinstituten" durch die Wörter "zugelassenen Forschungszentren oder einem oder mehreren starken Verbänden" ersetzt.

Art. 76 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 90/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 90/1 - Wenn ein zugelassenes Forschungsinstitut eine öffentliche Finanzierung sowohl für wirtschaftliche als auch für nichtwirtschaftliche Tätigkeiten erhält, richtet die Regierung einen Überwachungs- und Rückforderungsmechanismus ein, um sicherzustellen, dass die zulässige Beihilfeintensität nicht überschritten wird, wenn der Anteil der wirtschaftlichen Tätigkeiten höher ist als am Tag der Bewilligung der Beihilfe zugrunde gelegt wurde.»

Art. 77 - In Artikel 91 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) die Wörter "zugelassenen Forschungsinstitut" werden durch die Wörter "zugelassenen Forschungszentrum" ersetzt.
- b) die Wörter "angewandten oder" werden gestrichen.

Art. 78 - In Artikel 92 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "angewandten oder" gestrichen.

Art. 79 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel V Abschnitt 6 durch Folgendes ersetzt:

«*Abschnitt 6 — Zuschüsse für ein Projekt zur Beschaffung einer Forschungsinfrastruktur*»

Art. 80 - In Artikel 93/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) die Wörter "einer außergewöhnlichen Ausrüstung" werden durch die Wörter "einer Forschungsinfrastruktur" ersetzt;
- b) die Wörter "zugelassenen Forschungsinstituten" werden durch die Wörter "zugelassenen Forschungszentren" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 93/2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "der außergewöhnlichen Ausrüstungen" durch die Wörter "der Forschungsinfrastruktur" ersetzt.

Art. 82 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 93/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 93/5 - Wenn eine Forschungsinfrastruktur zugleich wirtschaftliche und nichtwirtschaftliche Tätigkeiten ausübt, muss sie für deren Finanzierung, Kosten und Erlöse getrennte Bücher nach einheitlich angewandten und sachlich zu rechtfertigenden Kostenrechnungsgrundsätzen führen.»

Art. 83 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 93/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 93/6 - Der für den Betrieb oder die Nutzung der Infrastruktur berechnete Preis muss dem Marktpreis entsprechen.»

Art. 84 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 93/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 93/7 - Wenn eine Forschungsinfrastruktur eine öffentliche Finanzierung sowohl für wirtschaftliche als auch für nichtwirtschaftliche Tätigkeiten erhält, richtet die Regierung einen Überwachungs- und Rückforderungsmechanismus ein, um sicherzustellen, dass die zulässige Beihilfeintensität nicht überschritten wird, wenn der Anteil der wirtschaftlichen Tätigkeiten höher ist als am Tag der Bewilligung der Beihilfe zugrunde gelegt wurde.»

Art. 85 - In Artikel 94 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung, der angewandten Forschung, der experimentellen Entwicklung, oder eines Projekts, das zwei oder drei dieser Kategorien gleichzeitig aufweist," durch "Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung," ersetzt.

Art. 86 - In Artikel 95 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wörter "zugelassenen Forschungsinstituten" werden durch die Wörter "zugelassenen Forschungszentren" ersetzt;

b) die Wörter "angewandten oder" werden gestrichen.

Art. 87 - Artikel 96 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Als zulässige Ausgaben für Unternehmen und Universitätseinheiten unter von der Regierung erlassenen Bedingungen gelten die Kosten für Gebäude und Grundstücke, insofern und so lange sie für das Projekt benutzt werden. Bei Gebäuden sind nur die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den allgemein anerkannten Buchführungsgrundsätzen berechnet werden. Bei Grundstücken sind nur die Kosten der kommerziellen Übertragung und die tatsächlich entstandenen Investitionskosten zulässig.»

Art. 88 - In Artikel 97 desselben Dekrets wird die Zahl "85" durch die Zahl "100" ersetzt.

Art. 89 - In den Artikeln 98 und 107 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "zugelassenen Forschungsinstitute(n)" jeweils durch die Wörter "zugelassenen Forschungszentren" ersetzt.

Art. 90 - In den Artikeln 99 und 100 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "oder ein innovatives Jungunternehmen" jeweils gestrichen.

Art. 91 - In Artikel 101 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Ziffern 1, 2 und 3 durch Folgendes ersetzt:

«1° 70 für ein Kleinunternehmen;

2° 60 für ein Mittelunternehmen;

3° 50 für ein Großunternehmen.»

Art. 92 - Artikel 116 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 116 - Ein Unternehmen in Schwierigkeiten kommt nicht in den Genuss der Beihilfen im Sinne vorliegenden Dekrets.»

Art. 93 - Artikel 120 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 120 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Bewertung der anreizenden Wirkung.»

Art. 94 - In Artikel 121 desselben Dekrets werden die Wörter "Kategorien von Beihilfen im Sinne der Abschnitte 3, 4, 6, 7, 8 oder 9" durch die Wörter "Kategorien von Beihilfen im Sinne der Abschnitte 3, 4, 6, 7 oder 8" ersetzt.

Art. 95 - In Artikel 122 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden die Wörter "angewandten oder" gestrichen.

Art. 95/1 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 124/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 124/1 - § 1 - Jeder Antrag ist binnen 14 Werktagen nach seinem Eingang Gegenstand einer dem Antragsteller übermittelten Empfangsbestätigung. Falls die Akte nicht vollständig ist, wird der Antragsteller gleichzeitig darum gebeten, ergänzende Auskünfte mitzuteilen.

§ 2 - Die für unzulässig erklärten Anträge sind Gegenstand eines administrativen Abschlusses seitens der Regierung, wenn der Antragsteller binnen 75 Werktagen nach der ersten Aufforderung, seine Akte zu ergänzen, die formalen Bedingungen des Antrags nicht erfüllt. Der begründete Beschluss wird dem Antragsteller mitgeteilt.

§ 3 - Die Anträge, die binnen der in Paragraph 1 bestimmten Frist von 14 Werktagen für zulässig erklärt werden können, unterliegen einem höchstens 75 Werktage ab dem Datum der Zulässigkeitserklärung dauernden Bewertungsverfahren bis zum endgültigen Beschluss der Regierung.

§ 4 - Wenn kein günstiger Beihilfebeschluss gefasst wurde, kann der Antragsteller seinen Projektvorschlag erneut einreichen. Der Antragsteller muss die eventuellen Elemente der ersten Bewertung dabei berücksichtigen.»

Art. 96 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2015 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Mai 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

(1) *Sitzungsperiode 2014-2015*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 170 (2014-2015), Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 20. Mai 2015

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202615]

21 MEI 2015. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië wordt het opschrift van hoofdstuk I gewijzigd als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Definities en verwijzing naar de algemene Europese vrijstellingsregeling per categorie* »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt de zin « Het industrieel onderzoek omvat de vervaardiging van onderdelen voor complexe systemen noodzakelijk voor dat onderzoek, met name voor de algemene validering van technologieën, met uitzondering van de prototypes als bedoeld in artikel 3. » vervangen door volgende zin :

« Het omvat de creatie van onderdelen voor complexe systemen en kan ook de bouw omvatten van prototypes in een laboratoriumomgeving en/of in een omgeving met gesimuleerde interfaces voor bestaande systemen, alsmede pilotlijnen, wanneer dat nodig is voor het industriële onderzoek en met name voor de validering van generieke technologie. »

Art. 3. Artikel 2/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. In de zin van dit decreet wordt onder "experimentele ontwikkeling" verstaan, het verwerven, combineren, vormgeven en gebruiken van bestaande wetenschappelijke, technologische, zakelijke en andere relevante kennis en vaardigheden, gericht op het ontwikkelen van nieuwe of verbeterde producten, procedés of diensten. Dit kan ook activiteiten omvatten die gericht zijn op de conceptuele formulering, de planning en documentering van nieuwe producten, procedés of diensten. Experimentele ontwikkeling kan prototyping, demonstraties, pilotontwikkeling, testen en validatie omvatten van nieuwe of verbeterde producten, procedés of diensten in omgevingen die representatief zijn voor het functioneren onder reële omstandigheden, met als hoofddoel verdere technische verbeteringen aan te brengen aan producten, procedés of diensten die niet grotendeels « vast staan ».

Dit kan de ontwikkeling omvatten van een commercieel bruikbaar prototype of pilot die noodzakelijkerwijs het commerciële eindproduct is en die te duur is om te produceren alleen met het oog op het gebruik voor demonstratie- en validatiedoelinden. Onder experimentele ontwikkeling wordt niet verstaan routinematige of periodieke wijziging van bestaande producten, productielijnen, fabricageprocessen, diensten en andere courante activiteiten, zelfs indien deze wijzigingen verbeteringen kunnen inhouden. »

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « Procesinnovatie » de toepassing van een nieuwe of sterk verbeterde productie- of leveringsmethode (daaronder begrepen aanzienlijke veranderingen in technieken, uitrusting of software), maar met uitsluiting van geringe veranderingen of verbeteringen, verhogingen van de productie- of

dienstverleningscapaciteit door de toevoeging van productie- of logistieke systemen die sterk gelijken op die welke reeds in gebruik zijn, het niet meer gebruiken van een procedé, eenvoudige vervangings- en uitbreidingsinvesteringen, veranderingen die louter het gevolg van prijswijzigingen voor productiefactoren zijn, aanpassingen op maat, lokalisatie, gebruikelijke seizoens- en andere cyclische veranderingen, het verhandelen van nieuwe of sterk verbeterde producten.

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. In de zin van dit decreet wordt onder « organisatie-innovatie » de toepassing van een nieuwe organisatiemethode in de bedrijfsvoering, in de organisatie op de werkvloer of in de externe betrekkingen van een onderneming, maar met uitsluiting van veranderingen die zijn gebaseerd op organisatiemethoden die reeds in gebruik zijn, veranderingen in de managementstrategie, fusies en acquisities, het niet meer gebruiken van een procedé, eenvoudige vervangings- en uitbreidingsinvesteringen, veranderingen die louter het gevolg zijn van prijswijzigingen voor productiefactoren, aanpassingen op maat, lokalisatie, gebruikelijke seizoens- en andere cyclische veranderingen, het verhandelen van nieuwe of sterk verbeterde producten. »

Art. 7. Artikel 5/1 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 6/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6/2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « onderzoeksinfrastructuur » faciliteiten, middelen en verwante diensten die door de wetenschappelijke gemeenschap worden gebruikt om op hun respectieve vakgebied onderzoek te verrichten. Hierbij gaat het om wetenschappelijke uitrusting of sets wetenschappelijke instrumenten, kennisgebaseerde hulpbronnen zoals verzamelingen, archieven of gestructureerde wetenschappelijke informatie, ict-gebaseerde enabling infrastructuur zoals gridnetwerken, computers, software en communicatie, of iedere andere entiteit met een uniek karakter die onontbeerlijk is om onderzoek te kunnen verrichten. Dit soort infrastructuur kan zich op één enkele locatie bevinden (single-sited) dan wel verspreid zijn (distributed) (een georganiseerd netwerk van hulpbronnen) overeenkomstig artikel 2, punt a), van Verordening (EG) nr. 723/2009 van de Raad van 25 juni 2009 betreffende een communautair rechtskader voor een consortium voor een Europese Onderzoeksinfrastructuur (ERIC).

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel 6/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6/4. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder onderneming in moeilijkheden een onderneming die minstens één van de volgende voorwaarden vervult :

- Als het gaat om een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (naamloze vennootschap, commanditaire vennootschappen op aandelen, besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) die geen K.M.O. is die minder dan 3 jaar bestaat, indien meer dan de helft van haar maatschappelijk kapitaal waarop is ingetekend als gevolg van de opgestapelde verliezen verdwenen is. Zulk is het geval als de aftrek van de opgestapelde verliezen van de reserves en van alle andere elementen die doorgaans beschouwd worden als deeluitmakend van het eigen vermogen van de vennootschap, leidt tot een negatief bedrag dat hoger is dan de helft van het maatschappelijk kapitaal waarop is ingetekend. Het maatschappelijk kapitaal omvat, in voorkomend geval, de uitgiftepremies;

- als het gaat om een vennootschap waarvan sommige vennoten minstens een onbeperkte aansprakelijkheid hebben voor de schulden van de vennootschap (vennootschap onder firma, gewone commanditaire vennootschap en coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid) die geen K.M.O. is die minder dan 3 jaar bestaat, indien meer dan de helft van het eigen vermogen, zoals opgenomen in de rekeningen van de vennootschap, als gevolg van de opgestapelde verliezen verdwenen is.

- als de onderneming het voorwerp is van een collectieve insolventieprocedure of als ze de voorwaarden vervult om aan dergelijke procedure onderworpen te worden op verzoek van haar schuldeisers;

- als de onderneming reddingssteun heeft genoten en de lening nog niet is afgelost of de garantie stopgezet of als ze herstructureringssteun heeft genoten terwijl ze nog steeds aan een herstructureringsplan onderworpen is;

- in het geval van een onderneming die geen K.M.O. is, indien sinds de 2 vorige boekjaren :

* de ratio leningen/eigen vermogen hoger is dan 7,5 en

* de dekkingsratio van de rentelasten van de onderneming, berekend op basis van de EBITDA, lager dan de eenheid is. »

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een artikel 6/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6/5. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « haalbaarheidsstudie », het onderzoek en de analyse van het potentieel van een project, met als doel de besluitvorming te ondersteunen door objectief en rationeel de sterke en zwakke punten en de kansen en risico's van een project in kaart te brengen, waarbij ook wordt aangegeven welke middelen nodig zijn om het project te kunnen doorvoeren en wat uiteindelijk de slaagkansen zijn. »

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel 6/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6/6. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « innovatieadviesdiensten », consulting, bijstand en opleiding op het gebied van kennisoverdracht, de verwerving, bescherming en exploitatie van immateriële activa, het gebruik van standaarden en regels waarin deze zijn vastgelegd. »

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 6/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6/7. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « innovatieondersteuningsdiensten », het verschaffen van kantoorruimte, databanken, bibliotheken, marktonderzoek, laboratoria, diensten in verband met kwaliteitslabels, testen en certificatie met het oog op de ontwikkeling van doeltreffendere producten, procedés of diensten. »

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 6/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6/8. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « niet-economische activiteiten » de activiteiten bedoeld onder het opschrift 2.1.1. van de Communicatie (EU) nr. 2014/C 198/1 van de Commissie van 21 mei 2014 betreffende de kaderregeling betreffende staatssteun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie, *Publicatieblad van de Europese Unie*, 27 juni 2014, p.1. »

Art. 14. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder 1^o, 2^o en 4^o worden de woorden « bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen » vervangen door de woorden « bijlage bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard »;

b) de woorden « als bedoeld bij het Wetboek der vennootschappen, » worden geschrapt.

Art. 15. In artikel 8 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2014, wordt punt 1^o vervangen als volgt :

« 1^o « onderzoeksorganisatie » : een entiteit (zoals universiteiten of onderzoeksinstituten, agentschappen voor technologieoverdracht, innovatie-intermediairs, entiteiten voor fysieke of virtuele onderzoeksgerichte samenwerking), ongeacht haar rechtsvorm (publiek- of privaatrechtelijke organisatie) of financieringswijze, die zich in hoofdzaak bezighoudt met het onafhankelijk verrichten van fundamenteel onderzoek, industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, of met het breed verspreiden van de resultaten van die activiteiten door middel van onderwijs, publicaties of kennisoverdracht. Wanneer dit soort entiteit ook economische activiteiten uitoefent, moet met betrekking tot de financiering van, de kosten van en de inkomsten uit die economische activiteiten een gescheiden boekhouding worden gevoerd. Ondernemingen die een beslissende invloed op dit soort entiteit kunnen uitoefenen in hun hoedanigheid van bijvoorbeeld aandeelhouder of lid van de organisatie, mogen geen preferente toegang tot de door deze entiteit verkregen onderzoeksresultaten genieten. »

Art. 16. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 10 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o « erkend onderzoekscentrum » : elke instelling met als hoofddoel het voeren van onderzoek en het verlenen van diensten die bijdragen tot de economische, sociale en milieuontwikkeling van Wallonië, die erkend is overeenkomstig de door de Waalse Regering bepaalde criteria en die niet beantwoordt aan de definities opgenomen in de artikelen 7, 8, 2^o, en 8, 3^o;

2^o « Sterke vereniging » : instelling waarvan de leden erkende onderzoekscentra zijn, waarbij de leidende beginselen die op haar niet economische activiteiten toepasselijk zijn minstens de volgende zijn :

- a) oneerlijke concurrentie onder de leden voorkomen;
- b) zich ertoe verbinden in het strikte belang van de klant een beroep te doen op het lid dat geacht wordt het meest competent te zijn en het prestatietarief harmoniseren;
- c) de competenties van de overige leden promoten t.o.v. zijn klanten;
- d) de eventuele synergieën onder leden ontwikkelen en exploiteren;
- e) de goede beheers- en organisatiepraktijken uitwisselen;
- f) een overlegde ontwikkelingsstrategie aannemen;
- g) de zichtbaarheid van de leden verbeteren;
- h) overleg plegen omtrent investeringen voor belangrijke uitrusting. »

Art. 18. In artikel 12 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2014, en in artikel 12/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de cijfers « 10, 2^o » vervangen door het cijfer « 10 ».

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13/1. De steun bedoeld in dit decreet wordt toegekend onder de voorwaarden bepaald bij Verordening nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard. »

Art. 20. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) onder 3^o wordt het woord « technische » geschrapt;
- b) punt 5^o wordt opgeheven;
- c) onder de punten 6^o en 7^o worden de woorden « in de dienstenverleningen » geschrapt;
- d) punt 8^o wordt vervangen als volgt :
« 8^o aan de kleine ondernemingen en aan de middelgrote ondernemingen, subsidies voor innovatieadviesdiensten en innovatieondersteuningsdiensten; »;
- e) punt 9^o wordt geschrapt;
- f) onder punt 9/1^o wordt het woord « onderzoeksinstituten » vervangen door het woord « onderzoekscentra »;
- g) onder de punten 10^o en 13^o worden de woorden « toegepast of » geschrapt;
- h) punt 12/1^o wordt vervangen als volgt :
« 12/1^o aan de universitaire afdelingen, subsidies voor de verwerving van onderzoeksinfrastructuren; »;
- i) onder de punten 13^o, 14^o, 15^o, 16^o en 18^o wordt het woord « onderzoeksinstituten » vervangen door het woord « onderzoekscentra »;
- j) punt 16/1^o wordt vervangen als volgt :
« 16/1^o aan de erkende onderzoekscentra, subsidies voor de verwerving van onderzoeksinfrastructuren; »;
- k) onder punt 7^o worden de woorden « toegepast of » geschrapt;
- l) punt 14^o wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 15, 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt :

« 2° hetzij op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren. »

Art. 22. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« De kosten van gebouwen en grond vormen toelaatbare uitgaven onder de door de Regering bepaalde voorwaarden, voor zover en zolang ze voor het project gebruikt worden. Wat de gebouwen betreft, worden alleen de met de duur van het project overeenstemmende afschrijvingskosten, berekend overeenkomstig de doorgaans aangenomen boekhoudkundige beginselen, geacht in aanmerking te komen. Wat grond betreft, komen de kosten voor de commerciële overdracht of daadwerkelijk gemaakte investeringskosten in aanmerking. »

Art. 23. In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de punten 1°, 2° en 3° vervangen als volgt :

« 1° 80 voor een kleine onderneming;

2° 70 voor een middelgrote onderneming;

3° 60 voor een grote onderneming. »

Art. 24. In artikel 19, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de punten 1°, 2° en 3° vervangen als volgt :

« 1° 80 voor een kleine onderneming;

2° 70 voor een middelgrote onderneming;

3° 60 voor een grote onderneming. »

Art. 25. In artikel 19/1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « Instituut » wordt vervangen door het woord « centrum »;

b) punt 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° de onderneming is een middelgrote of een kleine onderneming; ».

In artikel 19/1, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de punten 1° en 2° vervangen als volgt :

« 1° 80 voor een kleine onderneming;

2° 70 voor een middelgrote onderneming. »

Art. 26. Artikel 21, 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt :

« 2° hetzij op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren. »

Art. 27. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« De kosten van gebouwen en grond vormen toelaatbare uitgaven onder de door de Regering bepaalde voorwaarden, voor zover en zolang ze voor het project gebruikt worden. Wat de gebouwen betreft, worden alleen de met de duur van het project overeenstemmende afschrijvingskosten, berekend overeenkomstig de doorgaans aangenomen boekhoudkundige beginselen, geacht in aanmerking te komen. Wat grond betreft, komen de kosten voor de commerciële overdracht of daadwerkelijk gemaakte investeringskosten in aanmerking. »

Art. 28. In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° 60 voor een kleine onderneming; »;

b) in het derde lid wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° 70 voor een kleine onderneming; »;

c) in het derde lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° 60 voor een middelgrote onderneming; »;

d) in het derde lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° 50 voor een grote onderneming. »

Art. 29. In artikel 24 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° 60 voor een kleine onderneming; »;

b) in het derde lid wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° 70 voor een kleine onderneming; »;

c) in het derde lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° 60 voor een middelgrote onderneming; »;

d) in het derde lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° 50 voor een grote onderneming. »

Art. 30. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 31. In artikel 25/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Behalve de gevallen bedoeld in de artikelen 23 en 24, kan de steun bestaan ofwel in een subsidie, ofwel in een terugvorderbaar voorschot indien het steunbedrag kleiner is dan het bedrag bepaald door de Regering »;

b) in het derde lid wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° 55 voor een kleine onderneming; »;

c) in het derde lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° 45 voor een middelgrote onderneming; »;

d) in het derde lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° 35 voor een grote onderneming. »

Art. 32. Artikel 26 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt :

« Behalve de gevallen bedoeld in de artikelen 23, 24, en 25/1, kan de steun slechts in een terugvorderbaar voorschot bestaan indien het steunbedrag groter is dan het bedrag bepaald door de Regering. De intensiteit ervan, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bereiken :

1° 55 voor een kleine onderneming;

2° 45 voor een middelgrote onderneming;

3° 35 voor een grote onderneming. »

Art. 33. In artikel 32 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « een technische haalbaarheidsonderzoek vóór ze overgaat tot industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling » vervangen door de woorden « een haalbaarheidsonderzoek ».

Art. 34. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen als volgt :

« *Afdeling 3. — Subsidies voor de haalbaarheidsonderzoeken* »

Art. 35. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. De in aanmerking komende uitgaven die door de subsidie gedekt worden zijn de onderzoekskosten. »

Art. 36. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bereiken :

1° 70 voor een kleine onderneming;

2° 60 voor een middelgrote onderneming;

3° 50 voor een niet-autonome onderneming van beperkte omvang. »

Art. 37. In artikel 36, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden « bij de eerste rechtbank » geschrapt.

Art. 38. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 50 bereiken voor een kleine of een middelgrote onderneming. »

Art. 39. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt afdeling 5, die de artikelen 40 tot 45 inhoudt, opgeheven.

Art. 40. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 6 vervangen als volgt :

« *Afdeling 6. — Subsidies voor procesinnovaties* »

Art. 40/1. In artikel 46 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « in de dienstverlening » geschrapt.

Art. 41. In artikel 48 van hetzelfde decreet worden de punten 1° en 2° vervangen als volgt :

« 1° 50 voor een kleine onderneming;

2° 50 voor een middelgrote onderneming. »

Art. 42. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 7 vervangen als volgt :

« *Afdeling 7. — Subsidies voor organisatie-innovaties* »

Art. 42/1. In artikel 50 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « in de dienstverlening » geschrapt.

Art. 43. In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de punten 1° en 2° vervangen als volgt :

« 1° 50 voor een kleine onderneming;

2° 50 voor een middelgrote onderneming. »

Art. 44. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 8 vervangen als volgt :

« *Afdeling 8.* — Subsidies voor adviesdiensten inzake innovatie en steunverleningsdiensten voor innovatie »

Art. 45. Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 55. De in aanmerking komende uitgaven die door de subsidie gedekt worden zijn kosten i.v.m. de adviesdiensten inzake innovatie en de steunverleningsdiensten voor innovatie. »

Art. 46. In artikel 56 van hetzelfde decreet wordt het getal « 75 » vervangen door het getal « 100 ».

Art. 47. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 9 vervangen als volgt :

« *Afdeling 9.* — Subsidies betreffende een project tot aanwerving van een onderzoeksinfrastructuur »

Art. 48. Artikel 58 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 58. Voor de uitvoering van een project tot aanwerving van een onderzoeksinfrastructuur waarmee activiteiten inzake industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling tot een goed eind gebracht kunnen worden, ingediend door één of meer ondernemingen, kan de Regering haar of hen een subsidie toekennen :

1° ofwel in het kader van een themaprogramma van het Waalse Gewest waarvoor er een oproep tot indiening van projecten is uitgeschreven, op grond van de indeling van de projecten voorgedragen door de jury van het programma naar gelang van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieucriteria vermeld in de oproep;

2° ofwel op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het aanwervingsproject als dat project wegens zijn aard, omvang, organisatie of dringend karakter onmogelijk kan worden ingediend als antwoord op een oproep tot indiening van projecten; in dat geval kan de Regering alleen of met de bijstand van externe deskundigen de beoordeling uitvoeren.

Art. 49. Artikel 59 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel, voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het aanwervingsproject;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel gebruikt voor de uitvoering van het aanwervingsproject;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het aanwervingsproject;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het aanwervingsproject;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het aanwervingsproject;

6° de kosten voor de aanwerving van de onderzoeksinfrastructuur alsook de desbetreffende infrastructuur- en installatiekosten. »

Art. 50. In hetzelfde decreet wordt een artikel 60/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60/1. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project. »

Art. 51. In hetzelfde decreet wordt een artikel 60/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60/2. Als een onderzoeksinfrastructuur tegelijkertijd economische en niet-economische activiteiten uitoefent, worden de financiering, de kosten en de opbrengsten van elk type activiteit afzonderlijk in de boeken opgenomen op basis van boekhoudingsbeginselen die op coherente wijze worden toegepast en objectief gerechtvaardigd kunnen worden. »

Art. 52. In hetzelfde decreet wordt een artikel 60/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60/3. De te betalen prijs voor de exploitatie of het gebruik van de infrastructuur stemt overeen met de marktprijs. »

Art. 53. In hetzelfde decreet wordt een artikel 60/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60/4. De toegang tot de infrastructuur is open voor verschillende gebruikers en wordt verleend op een doorzichtige en niet-discriminerende basis. De ondernemingen die minstens 10 % van de investeringskosten voor een infrastructuur gefinancierd hebben, kunnen een bevoorrechte toegang tot die infrastructuur krijgen onder gunstigere voorwaarden. Om alle overcompensatie te voorkomen, is de bevoorrechte toegang evenredig met de bijdrage van de onderneming in de investeringskosten en worden de voorwaarden om hem te verkrijgen bekendgemaakt. »

Art. 54. In hetzelfde decreet wordt een artikel 60/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60/5. Als een onderzoeksinfrastructuur zowel voor economische als voor niet economische activiteiten een openbare financiering geniet, voorziet de Regering in een controle- en terugvorderingsmechanisme om te garanderen dat de toepasselijke steunintensiteit niet overschreden wordt ingevolge een toename van het aandeel van de economische activiteiten ten opzichte van de overwogen toestand bij de toekenning van de steun. »

Art. 55. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt :

« *Afdeling 1.* — Subsidies voor industrieel onderzoeksactiviteiten »

Art. 56. In de artikelen 61, 71, 72 en 74 van hetzelfde decreet worden de woorden « toegepast of » geschrapt.

Art. 57. In artikel 61 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt het woord « onderzoeksinstituten » vervangen door het woord « onderzoekscentra ».

Art. 58. Artikel 62 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« De kosten van gebouwen en grond vormen subsidiabele uitgaven onder de door de Regering bepaalde voorwaarden, voor zover en zolang ze voor het project gebruikt worden. Wat de gebouwen betreft, worden alleen de met de duur van het project overeenstemmende afschrijvingskosten, berekend overeenkomstig de doorgaans aangenomen boekhoudkundige beginselen, geacht in aanmerking te komen. Wat de grond betreft, komen de kosten voor de commerciële overdracht of daadwerkelijk gemaakte investeringskosten in aanmerking. »

Art. 59. In hoofdstuk IV/I van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt :

« *Afdeling 1.* — Subsidies betreffende een project tot aanwerving van een onderzoeksinfrastructuur voor universitaire eenheden ».

Art. 60. In artikel 73/1 van hetzelfde decreet worden de woorden « van een buitengewone uitrusting voor gemeenschappelijk gebruik » vervangen door de woorden « van een onderzoeksinfrastructuur ».

Art. 61. In artikel 73/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « de buitengewone uitrusting » vervangen door de woorden « de onderzoeksinfrastructuur ».

Art. 62. In hetzelfde decreet wordt een artikel 73/4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 73/4/1. Als een onderzoeksinfrastructuur tegelijkertijd economische en niet-economische activiteiten uitvoert, worden de financiering, de kosten en de opbrengsten van elk type activiteit afzonderlijk in de boeken opgenomen op basis van boekhoudingsbeginselen die op coherente wijze worden toegepast en objectief gerechtvaardigd kunnen worden. »

Art. 63. In hetzelfde decreet wordt een artikel 73/4/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 73/4/2. De te betalen prijs voor de exploitatie of het gebruik van de infrastructuur stemt overeen met de marktprijs. »

Art. 64. In hetzelfde decreet wordt een artikel 73/4/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 73/4/3. Als een onderzoeksinfrastructuur zowel voor economische als voor niet economische activiteiten een openbare financiering geniet, voorziet de Regering in een controle- en terugvorderingsmechanisme om te garanderen dat de toepasselijke steunintensiteit niet overschreden wordt ingevolge een toename van het aandeel van de economische activiteiten ten opzichte van de overwogen toestand bij de toekenning van de steun. »

Art. 65. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen als volgt :

« *HOOFDSTUK V.* — *Subsidies voor de erkende onderzoekscentra en de sterke verenigingen* »

Art. 66. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt :

« *Afdeling 1.* — *Erkenning van de onderzoekscentra* »

Art. 67. In artikel 74 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt het woord « onderzoeksinstituut » vervangen door het woord « onderzoekscentrum ».

Art. 68. In artikel 75 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « onderzoeksinstituut » wordt vervangen door het woord « onderzoekscentrum »;

b) de woorden « van het onderzoeksinstituut » worden vervangen door de woorden « van het onderzoekscentrum ».

Art. 69. In artikel 76 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « onderzoeksinstituut » wordt vervangen door het woord « onderzoekscentrum »;

b) in de Franse tekst worden de woorden « Commission agrément » vervangen door de woorden « Commission d'agrément ».

Art. 70. In artikel 77 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « van het onderzoeksinstituut » worden vervangen door de woorden « van het onderzoekscentrum »;

b) het woord « onderzoeksinstituten » wordt vervangen door het woord « onderzoekscentra »;

Art. 71. In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt :

« *Afdeling 2.* — Subsidies voor activiteiten betreffende industrieel onderzoek en experimentele ontwikkeling

Art. 72. In artikel 78 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « toegepast of » worden geschrapt;

b) de woorden « erkende onderzoeksinstituten » worden vervangen door de woorden « erkende onderzoekscentra ».

Art. 73. In hetzelfde decreet wordt een artikel 81/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 81/1. Als een erkend onderzoekscentrum zowel voor economische als voor niet economische activiteiten een openbare financiering geniet, voorziet de Regering in een controle- en terugvorderingsmechanisme om te garanderen dat de toepasselijke steunintensiteit niet overschreden wordt ingevolge een toename van het aandeel van de economische activiteiten ten opzichte van de overwogen toestand bij de toekenning van de steun.

Art. 74. In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt afdeling 3, die de artikelen 82 tot 86 inhoudt, opgeheven.

Art. 75. In artikel 87 van hetzelfde decreet worden de woorden « erkende onderzoeksinstituten » vervangen door de woorden « erkende onderzoekscentra of één of meer sterke verenigingen ».

Art. 76. In hetzelfde decreet wordt een artikel 90/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 90/1. Als een erkend onderzoekscentrum zowel voor economische als voor niet economische activiteiten een openbare financiering geniet, voorziet de Regering in een controle- en terugvorderingsmechanisme om te garanderen dat de toepasselijke steunintensiteit niet overschreden wordt ingevolge een toename van het aandeel van de economische activiteiten ten opzichte van de overwogen toestand bij de toekenning van de steun. »

Art. 77. In artikel 91 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « erkend onderzoeksinstituut » worden vervangen door de woorden « erkend onderzoekscentrum »;

b) de woorden « toegepast of » worden geschrapt.

Art. 78. In artikel 92 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « toegepast of » geschrapt.

Art. 79. In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 6 vervangen als volgt :

« *Afdeling 6.* — Subsidies betreffende een project tot aanwerving van een onderzoeksinfrastructuur »

Art. 80. In artikel 93/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « van een buitengewone uitrusting » worden vervangen door de woorden « van een onderzoeksinfrastructuur »;

b) de woorden « erkende onderzoeksinstituten » worden vervangen door de woorden « erkende onderzoekscentra ».

Art. 81. In artikel 93/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « van de buitengewone uitrusting » vervangen door de woorden « van de onderzoeksinfrastructuur ».

Art. 82. In hetzelfde decreet wordt een artikel 93/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 93/5. Als een onderzoeksinfrastructuur tegelijkertijd economische en niet-economische activiteiten uitoefent, worden de financiering, de kosten en de opbrengsten van elk type activiteit afzonderlijk in de boeken opgenomen op basis van boekhoudingsbeginselen die op coherente wijze worden toegepast en objectief gerechtvaardigd kunnen worden. »

Art. 83. In hetzelfde decreet wordt een artikel 93/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 93/6. De te betalen prijs voor de exploitatie of het gebruik van de infrastructuur stemt overeen met de marktprijs. »

Art. 84. In hetzelfde decreet wordt een artikel 93/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 93/7. Als een onderzoeksinfrastructuur zowel voor economische als voor niet economische activiteiten een openbare financiering geniet, voorziet de Regering in een controle- en terugvorderingsmechanisme om te garanderen dat de toepasselijke steunintensiteit niet overschreden wordt ingevolge een toename van het aandeel van de economische activiteiten ten opzichte van de overwogen toestand bij de toekenning van de steun.

Art. 85. In artikel 94 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeksproject, een project van toegepast onderzoek, een experimenteel ontwikkelingsproject, of een project dat twee of drie van die categorieën verenigt » vervangen door de woorden « Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeksproject of een project inzake experimentele ontwikkeling ».

Art. 86. In artikel 95 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « erkende onderzoeksinstituten » worden vervangen door de woorden « erkende onderzoekscentra »;

b) de woorden « toegepast of » worden geschrapt.

Art. 87. Artikel 96 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« De kosten van gebouwen en grond vormen subsidiabele uitgaven onder de door de Regering bepaalde voorwaarden, voor zover en zolang ze voor het project gebruikt worden. Wat de gebouwen betreft, worden alleen de met de duur van het project overeenstemmende afschrijvingskosten, berekend overeenkomstig de doorgaans aangenomen boekhoudkundige beginselen, geacht in aanmerking te komen. Wat de grond betreft, komen de kosten voor de commerciële overdracht of daadwerkelijk gemaakte investeringskosten in aanmerking. »

Art. 88. In artikel 97 van hetzelfde decreet wordt het getal « 85 » vervangen door het getal « 100 ».

Art. 89. In de artikelen 98 en 107 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « erkende onderzoeksinstituten » vervangen door de woorden « erkende onderzoekscentra ».

Art. 90. In de artikelen 99 en 100 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « of een innoverende starter » telkens geschrapt.

Art. 91. In artikel 101 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de punten 1^o, 2^o en 3^o vervangen als volgt :

« 1^o 70 voor een kleine onderneming;

2^o 60 voor een middelgrote onderneming;

3^o 50 voor een grote onderneming. »

Art. 92. Artikel 116 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 116. Een onderneming in moeilijkheden komt niet in aanmerking voor de steun bedoeld in dit decreet. »

Art. 93. Artikel 120 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 120. De Regering bepaalt de modaliteiten tot beoordeling van het aanmoedigingseffect. »

Art. 94. In artikel 121 van hetzelfde decreet worden de woorden « soorten steun waarvan sprake in de afdelingen 3, 4, 6, 7, 8 of 9 » vervangen door de woorden « soorten steun bedoeld in de afdelingen 3, 4, 6, 7 of 8 ».

Art. 95. In artikel 122 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de woorden « toegepast of » geschrapt.

Art. 95/1. In hetzelfde decreet wordt een artikel 124/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 124/1. § 1. Voor elke aanvraag wordt binnen 14 werkdagen na de indiening ervan een bericht van ontvangst aan de aanvrager overgemaakt. De aanvrager wordt erom verzocht aanvullende informatie te verstrekken als het dossier niet volledig is.

§ 2. De onontvankelijk verklaarde aanvragen zijn het voorwerp van een administratieve sluiting door de Regering als de aanvrager de formele voorwaarden van de aanvraag niet vervult binnen 75 werkdagen na het eerste verzoek tot aanvulling van zijn dossier. De met redenen omklede beslissing wordt aan de aanvrager meegedeeld.

§ 3. De aanvragen die ontvankelijk verklaard kunnen worden binnen 14 werkdagen zoals bedoeld in paragraaf 1, worden gedurende hoogstens 75 werkdagen aan een beoordelingsprocedure onderworpen tot de definitieve beslissing van de Regering, met ingang op de datum van de ontvankelijkheidsverklaring.

§ 4. De aanvrager kan zijn projectvoorstel opnieuw indienen als geen positieve steunbeslissing is genomen. De aanvrager zal rekening moeten houden met eventuele elementen van de eerste beoordeling. »

Art. 96. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 mei 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Waals Parlement, 170 (2014-2015), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 20 mei 2015.

Bespreking.

Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31334]

21 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation de la décision de la Commune de Jette d'abroger totalement le plan particulier d'affectation du sol « Quartier de l'Hôpital » approuvé par arrêté royal du 27 septembre 1962

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (ci-après mentionné CoBAT) du 9 avril 2004, notamment les articles 58 à 61 ;

Vu le Plan Régional de Développement (ci-après mentionné PRD) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 septembre 2002 ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (ci-après mentionné PRAS) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme (ci-après mentionné RRU) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 ;

Vu le plan particulier d'affectation du sol (ci-après mentionné PPAS) « Quartier de l'Hôpital » de la commune de Jette délimité par le boulevard de Smet de Naeyer et la rue Saint-Norbert et comprenant la rue Duysburgh ainsi qu'un tracé en intérieur d'îlot contigu au territoire de la Ville de Bruxelles, approuvé par arrêté royal du 27 septembre 1962 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mai 2014, par laquelle la commune de Jette adopte le projet de décision d'abroger totalement le plan particulier d'affectation du sol « Quartier de l'Hôpital » ;

Vu le rapport établi en vertu de l'article 59 du CoBAT, relatif à l'absence d'incidences notables sur l'environnement du fait de l'abrogation du PPAS ;

Vu l'avis favorable émis par Bruxelles-Environnement en date du 14 août 2014 confirmant l'absence d'incidences notables sur l'environnement ;

Vu l'avis favorable émis par Bruxelles Développement urbain en date du 25 août 2014 confirmant l'absence d'incidences notables sur l'environnement ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31334]

21 MEI 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van de beslissing van de gemeente Jette tot volledige opheffing van het bijzonder bestemmingsplan "Hospitaalwijk", goedgekeurd bij koninklijk besluit van 27 september 1962

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna vermeld als BWRO) van 9 april 2004, inzonderheid op de artikelen 58 tot 61;

Gelet op het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (hierna GewOP genoemd), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 september 2002;

Gelet op het Gewestelijk Bestemmingsplan (hierna GBP genoemd), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (hierna GSV genoemd), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2006;

Gelet op het bijzonder bestemmingsplan "Hospitaalwijk" (hierna BBP genoemd) van de gemeente Jette, dat begrensd wordt door de De Smet de Naeyerlaan en de Sint-Norbertusstraat en dat de Duysburghstraat omvat alsook een tracé op het binnenterrein van een huizenblok dat grenst aan het grondgebied van de Stad Brussel, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 27 september 1962;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 mei 2014 waarbij de gemeente Jette het ontwerp van beslissing tot volledige opheffing van het bijzonder bestemmingsplan "Hospitaalwijk" goedkeurt;

Gelet op het verslag opgesteld overeenkomstig artikel 59 van het BWRO waaruit blijkt dat de opheffing van het BBP geen aanzienlijke gevolgen heeft voor het milieu;

Gelet op het gunstig advies uitgebracht door Leefmilieu Brussel op 14 augustus 2014, waarin het ontbreken van aanzienlijke gevolgen voor het milieu bevestigd wordt;

Gelet op het gunstig advies uitgebracht door Brussel Stedelijke Ontwikkeling op 25 augustus 2014, waarin het ontbreken van aanzienlijke gevolgen voor het milieu bevestigd wordt;